



HAL
open science

Brésil : le gouvernement Bolsonaro tombe le masque

Frédéric Louault

► **To cite this version:**

Frédéric Louault. Brésil : le gouvernement Bolsonaro tombe le masque. Olivier Dabène (dir.). Amérique latine - L'année politique 2020, Les Etudes du CERI n°252-253, , pp.24-31, 2021, Amérique latine - L'année politique 2020, <10.25647/etudesduceri.252-253.04>. <hal-03384827>

HAL Id: hal-03384827

<https://hal.science/hal-03384827v1>

Submitted on 19 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Brésil : le gouvernement Bolsonaro tombe le masque

Par Frédéric Louault

« J'ai des sentiments pour tous ceux qui sont morts, mais cela a été surdimensionné. Maintenant tout est pandémie. Il faut arrêter avec cette affaire. [...] Nous allons tous mourir un jour. Tout le monde va mourir. Ça ne sert à rien de fuir cela, cette réalité. Il faut arrêter d'être un pays de pédés. »

Jair Bolsonaro, 10 novembre 2020

Le président de la République fédérative du Brésil, Jair Bolsonaro, n'a pas attendu la crise sanitaire pour tomber le masque et dévoiler son projet réactionnaire. Tant par son style que par ses pratiques politiques, il présente les principales caractéristiques d'un dirigeant néopopuliste : discours de rupture contre un ordre établi, stratégie visant à polariser la société (« eux » contre « nous »), identification d'ennemis de la nation auxquels s'opposent ses amis, communication directe avec ses soutiens via les réseaux sociaux, proximité affichée avec le peuple, mépris manifeste envers les institutions représentatives (partis politiques, Congrès). Comme dans les années 1990 avec Fernando Collor (Brésil), Carlos Menem (Argentine) ou Alberto Fujimori (Pérou), ce néopopulisme s'articule à un projet économique résolument néolibéral, atténué par quelques plans ciblés d'assistance sociale¹. Jair Bolsonaro y ajoute une teinte d'autoritarisme, directement inspirée des dictatures du siècle passé (régime militaire des années 1964-1985 au Brésil, dictature de Pinochet au Chili, etc.). Au-delà de ces « inspirations » historiques, il développe également des attitudes obscurantistes, dont nous avons déjà évoqué certaines manifestations dans l'édition précédente de cette publication à propos de la déforestation².

L'année 2020 a confirmé cette dynamique néopopuliste et accéléré le glissement d'une régression démocratique vers une forme d'« autoritarisme compétitif »³, donnant raison à Georges Couffignal pour qui « la pratique populiste du pouvoir ne peut que déboucher sur une dérive autoritaire »⁴.

Une dynamique gouvernementale teintée d'obscurantisme

Dès le mois de janvier 2020, le secrétaire national à la Culture a été contraint de démissionner pour apologie du nazisme. Dans une allocution sur l'avenir de la politique culturelle brésilienne, Roberto Alvim s'est inspiré directement d'un discours prononcé en 1933 par l'idéologue nazi Joseph Goebbels :

¹ K. Weylandt, « Neopopulism and neoliberalism in Latin America : How much affinity ? », *Third World Quarterly*, Vol. 24, n° 6, 2003, p. 1099.

² F. Louault, « Les tontons flingueurs de la politique environnementale du Brésil », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2019/Les Etudes du CERI*, n° 245-246, janvier 2020, p. 19.

³ S. Levitsky et L. A. Way, *Competitive Authoritarianism. Hybrid Regimes after the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

⁴ G. Couffignal, *La Nouvelle Amérique latine*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 139.

« L'art brésilien de la prochaine décennie sera héroïque et national. Il sera doté d'une grande capacité d'investissement émotionnel et sera tout autant impératif, car il est profondément lié aux aspirations urgentes de notre peuple... ou il ne sera pas ! »⁵

Comme s'il fallait lever toute ambiguïté, il a choisi l'opéra *Lohengrin* de Richard Wagner comme musique de fond. Quelques jours plus tard, Jair Bolsonaro a nommé Benedito Guimarães Aguiar Neto à la tête de l'Agence fédérale d'enseignement supérieur (CAPES). Ancien recteur de l'université presbytérienne Mackenzie de São Paulo, il est connu pour ses positions créationnistes :

« Nous voulons apporter un contrepoint à la théorie de l'évolution et diffuser l'idée que l'existence d'un "dessein intelligent" [théorie créationniste] puisse être évoquée dès l'éducation primaire, de manière à pouvoir, avec des arguments scientifiques, discuter le créationnisme. »⁶

Cette nomination aura eu le mérite de faire oublier la résurgence du débat sur le platement, après une nouvelle remise en question de la rotondité de la terre par le président de la Fondation nationale des Arts, Dante Mantovani, en décembre 2019⁷.

La pandémie de Covid-19, qui a touché le Brésil dès le mois de février, n'a pas cassé la dynamique obscurantiste alimentée par certains membres du gouvernement, loin s'en faut. Depuis le début de la crise sanitaire, Jair Bolsonaro lui-même a multiplié les déclarations et comportements visant à minimiser un virus qu'il a d'abord qualifié de « petite grippe » (voir en annexe) : rejet des gestes barrières, critique d'une « hystérie » entretenue par les médias, dénonciation des mesures de confinement assimilées à une politique de « terre brûlée », valorisation de remèdes dont l'efficacité n'est pas prouvée scientifiquement ou encore rejet du « vaccin chinois de João Doria », développé par la société biopharmaceutique chinoise Sinovac Biotech en collaboration avec un institut de recherches médicales de l'Etat de São Paulo (dont João Doria, devenu un opposant à Bolsonaro, est le gouverneur).

En pratique, la gestion de la crise a été assurée de manière conjointe par les différents niveaux de pouvoir et les divers acteurs de la politique sanitaire (personnel hospitalier, pouvoirs locaux, ministère de la Santé, agences sanitaires, Congrès fédéral, pouvoir judiciaire), en dépit de Jair Bolsonaro et souvent contre lui. Celui-ci n'a pas gouverné la crise. Il s'est borné à naturaliser le virus, à prodiguer quelques conseils de bon sens (« faites du sport et mangez sainement »), à privilégier les actions d'ordre économique et à se féliciter de l'octroi d'une aide d'urgence lancée au mois d'avril, sur laquelle nous reviendrons. Certains membres du gouvernement ont aussi vu dans la crise sanitaire une aubaine pour accélérer leur agenda de réforme. Le ministre de l'Environnement, Ricardo Salles, a évoqué cette perspective de manière directe lors d'une réunion ministérielle enregistrée le 22 avril :

⁵ L'allocution est disponible à cette adresse : www.youtube.com/watch?v=3lycKFW6ZHQ

⁶ P. Martins, « Novo presidente da Capes é defensor da teoria criacionista », *Congresso em Foco*, 24 janvier 2020, <https://congressoemfoco.uol.com.br/especial/noticias/novo-presidente-da-capes-e-defensor-da-teoria-criacionista>

⁷ « Novo presidente da Funarte, que relacionou rock a satanismo, acredita que a Terra é plana », *Globo News*, 3 décembre 2019, <https://g1.globo.com/globonews/globonews-em-pauta/video/novo-presidente-da-funarte-que-relacionou-rock-a-satanismo-acredita-que-a-terra-e-plana-8137477.ghtm>. D'après une enquête publiée en juillet 2019 par l'institut Datafolha, 7 % des Brésiliens estiment que la Terre est plate et 26 % que l'être humain n'est jamais allé sur la Lune. La première Convention nationale de la Terre plate s'est tenue en novembre 2019 à São Paulo.

« Nous avons la possibilité en ce moment, alors que l'attention de la presse est tournée presque exclusivement vers la Covid-19 [...], qu'elle nous donne un peu de répit sur les autres thèmes, de faire passer des réformes infralégales de dérèglementation environnementale. »⁸

De son côté, Jair Bolsonaro a démis ses ministres de la Santé lorsque leurs actions et/ou leurs discours – appuyés par des données et études scientifiques – devenaient trop antagoniques avec son point de vue personnel. Luis Henrique Mandetta a ainsi quitté le gouvernement le 16 avril et son successeur, Nelson Teich, a lui aussi été remplacé moins d'un mois après son entrée en fonction.

Des tensions se sont également manifestées avec les gouverneurs des principaux Etats fédérés et les maires de nombreuses grandes villes du pays, qui ont fait front pour pallier l'irresponsabilité du président et contenir l'incidence du virus. Cette fronde, encouragée par plusieurs décisions de la Cour suprême en faveur des mesures de distanciation et de confinement, a cependant été retournée par Jair Bolsonaro. Il en a même fait une arme pour se dégager de ses responsabilités politiques, tout en renvoyant sur les autorités locales les responsabilités quant aux conséquences économiques d'un confinement. Le 8 juin 2020, il a ainsi annoncé via son compte Twitter : « Je rappelle à la nation que, par décision de la Cour suprême, les actions de lutte contre la pandémie (fermeture de commerces et quarantaine, par exemple) sont passées sous l'entière responsabilité des gouverneurs et des maires »⁹.

Malgré ces stratégies politiques de (dé)responsabilisation, l'ampleur de la pandémie est aussi difficile à masquer que celle de la déforestation (qui, soit dit en passant, a encore augmenté de près de 10 % par rapport à l'année précédente). En décembre, le Brésil était le deuxième pays au monde en termes de décès (derrière les Etats-Unis) avec plus de 180 000 victimes, et le troisième en termes de cas (derrière les Etats-Unis et l'Inde), avec sept millions de personnes contaminées. Les données de l'université Johns Hopkins placent le Brésil en huitième position mondiale en termes de victimes par million d'habitants (806)¹⁰. Alors que la deuxième vague du virus rattrapait le pays, le directeur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) considérait la situation nationale comme « très, très inquiétante » et invitait à nouveau les autorités brésiliennes à « prendre cela très, très au sérieux »¹¹. Jair Bolsonaro a pourtant affiché – comme en mars et en avril – un optimisme déconcertant :

« Nous sommes en train de vivre la toute fin de la pandémie. Si l'on regarde les autres pays du monde, notre gouvernement est celui, ou l'un de ceux, qui se sort le mieux de la pandémie. »¹²

Nouveau déni de réalité ou maintien d'une stratégie de communication à contre-courant ?

⁸ « Entidades repudiam fala de Ricardo Salles em reunião ministerial », *Deutsche Welle*, 23 mai 2020, <https://p.dw.com/p/3cfjB>

⁹ Compte Twitter officiel de Jair Bolsonaro, post du 8 juin 2020, <https://twitter.com/jairbolsonaro/status/1269942255298777095>

¹⁰ Johns Hopkins Coronavirus Resource Center, <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>

¹¹ World Health Organization (WHO), « Covid-19 virtual press conference transcript », 30 novembre 2020, www.who.int/publications/m/item/covid-19-virtual-press-conference-transcript---30-november-2020

¹² « Jair Bolsonaro coloca Brasil no "finalzinho da pandemia" », *Euronews*, 11 décembre 2020, <https://pt.euronews.com/2020/12/11/bolsonaro-o-finalzinho-da-pandemia>

Poussées autoritaires et mépris des institutions démocratiques

Au-delà des enjeux liés à la crise sanitaire, c'est aussi au niveau des équilibres entre les pouvoirs que le président tombe le masque. En effet, sa tentation autoritaire s'est très clairement affirmée en 2020. L'évolution des relations entre les trois pouvoirs constitutionnels traduit une fragilisation inquiétante de la démocratie brésilienne. Les gouvernements de Lula (2003-2010) et le premier gouvernement de Dilma Rousseff (2011-2014) avaient été marqués par une période de coexistence pacifique, avec une certaine fluidité entre exécutif et législatif et une indépendance croissante du pouvoir judiciaire¹³. La période suivante (2015-2018) avait perméabilisé les pouvoirs et ouvert une première phase de dégradation démocratique. Cela a été particulièrement visible lors de la procédure de destitution engagée par le Congrès contre la présidente Dilma Rousseff (2016) sur des bases essentiellement politiques. L'intrusion du législatif dans l'exécutif a corrompu et brutalisé l'esprit de la Constitution brésilienne. Ce fut aussi une période de politisation de la justice et de judiciarisation du politique (affaire *lava jato*, jugement contre l'ancien président Lula). L'élection de Jair Bolsonaro a fait basculer le Brésil dans une troisième phase, que l'on peut qualifier de confrontation entre les pouvoirs.

Dès le début de son mandat, le nouveau président a engagé un bras de fer avec les institutions représentatives. Il cherche à briser le présidentielisme de coalition en gouvernant au-dessus des partis. La coïncidence d'intérêts avec une majorité de députés sur de nombreux dossiers – notamment économiques et sécuritaires – lui a conféré malgré tout, du moins jusqu'à la crise sanitaire, un appui législatif confortable. Puis il a multiplié les signes de dédain, voire d'agressivité envers les institutions législatives et judiciaires. Les tensions se sont aggravées avec la crise sanitaire, lorsque plusieurs décisions judiciaires sont venues corriger des mesures (comme la suspension des vétos présidentiels contre la loi sur le port obligatoire du masque)¹⁴ ou l'absence de mesures prises par le président (en garantissant par exemple l'autonomie des pouvoirs locaux pour mettre en œuvre des mesures de confinement)¹⁵.

En mai, Jair Bolsonaro est même apparu personnellement – et sans masque – lors de plusieurs manifestations organisées par ses soutiens, qui réclamaient une intervention des forces armées et la fermeture du Congrès. Il a mentionné l'article 142 de la Constitution pour évoquer une possible intervention militaire visant à « rétablir l'ordre au Brésil »¹⁶. Cette hypothèse a d'ailleurs été envisagée lors d'une réunion privée avec des membres de son cabinet, afin de destituer les onze juges de la Cour suprême¹⁷. Les doutes exprimés par deux des trois généraux ayant

¹³ La figure de Joaquim Barbosa incarne bien cette tendance : nommé par Lula à la Cour suprême en 2003, il en devient président en 2012 et juge l'affaire du « *mensalão* ». Les condamnations énoncées contre des figures historiques du PT et sa lutte contre l'impunité lui ont valu une réputation d'incorruptibilité.

¹⁴ « STF suspende veto sobre uso de máscaras », Agência Câmara de Notícias, 4 août 2020, www.camara.leg.br/noticias/681576-stf-suspende-veto-sobre-uso-de-mascaras

¹⁵ « Decisão do STF sobre isolamento de estados e municípios repercute no Senado », Agência Senado, 16 avril 2020, www12.senado.leg.br/noticias/materias/2020/04/16/decisao-do-stf-sobre-isolamento-de-estados-e-municipios-repercute-no-senado

¹⁶ « O que é o artigo 142 da Constituição, que Bolsonaro citou por intervenção das Forças Armadas », *BBC News Brasil*, 1^{er} juin 2020, www.bbc.com/portuguese/brasil-52857654

¹⁷ M. Gugliano, « VOU INTERVIR ! O dia em que Bolsonaro decidiu mandar tropas para o Supremo », *Revista Piauí*, n° 167, 2020, <https://piaui.folha.uol.com.br/materia/vou-intervir>

participé à la réunion (les ministres Walter Braga Netto et Augusto Heleno) l'en ont finalement dissuadé. Sous pression, la Cour suprême a rappelé de manière explicite qu'aucune interprétation de la Constitution en vigueur ne permettait une quelconque intervention des forces armées contre l'un des trois pouvoirs, ou ne donnait aux militaires un rôle modérateur.

Au-delà de ses coups de sang, le président a engagé dès son arrivée au pouvoir un profond mouvement de militarisation du pouvoir exécutif. La crise sanitaire lui a donné l'occasion de renforcer encore cette tendance. La nomination, en juin, du général Eduardo Pazuello à la tête du ministère de la Santé constitue la face émergée de l'iceberg. Plus du tiers des ministères du gouvernement sont dirigés par des militaires. Une proportion plus importante que sous le régime militaire instauré après le coup d'Etat de 1964. Et d'après un cadastre réalisé par le Tribunal des comptes de l'union (TCU), le nombre de militaires occupant des fonctions liées à l'exécutif fédéral a plus que doublé entre 2018 et 2020 (de 2 765 à 6 157, dont 1 969 contrats temporaires octroyés en 2020)¹⁸. Le ministre du TCU Bruno Dantas, qui a commandé le cadastre, relayait lui-même des inquiétudes concernant une « possible militarisation excessive du service public civil »¹⁹.

Un président irresponsable mais pas impopulaire

La gestion irresponsable de la crise sanitaire et la tentation autoritaire de Jair Bolsonaro n'ont pourtant pas ébranlé sa base de soutiens. Sa popularité est même en hausse. Une enquête d'opinion publiée fin septembre par l'Institut brésilien d'opinion publique (Ibope) fait état d'un taux d'approbation du gouvernement fédéral de 40 % (il était de 29 % avant le début de la crise)²⁰. C'est le niveau de popularité le plus élevé depuis son arrivée au pouvoir en janvier 2019. Encore plus paradoxal, c'est dans le domaine de la santé que la progression est la plus forte (de 36 à 43 % d'approbation). La manière dont il administre le pays est approuvée par 50 % des enquêtés (contre 41 % avant la crise) et la confiance qu'ils lui témoignent passe de 41 % à 46 %.

Comment expliquer ce phénomène ? Trois éléments peuvent être avancés. D'abord, le président a lui-même contracté le virus au mois de juillet²¹. L'absence de complications visibles lui a permis de conforter sa posture et de vanter à de nombreuses reprises la soi-disant efficacité de l'hydroxychloroquine, dont il s'est fait le héraut. Le milieu d'année correspond aussi à une évolution dans la stratégie politique du président. Afin de contenir la défiance croissante dont il faisait l'objet au sein du pouvoir législatif, il a changé son fusil d'épaule et s'est rapproché

¹⁸ L. Cavalcanti et N. Victor, « Bolsonaro mais que dobrou contingente de militares no governo, aponta TCU », *Poder360*, 17 juillet 2020, www.poder360.com.br/governo/bolsonaro-mais-que-dobrou-contingente-de-militares-no-governo-aponta-tcu

¹⁹ TCU, Gabinete do Ministro Bruno Dantas, « Comunicação do Ministro Bruno Dantas », *Poder360*, 17 juin 2020, <https://static.poder360.com.br/2020/06/tcu-militarizacao.pdf>

²⁰ « Governo de Jair Bolsonaro é considerado ótimo ou bom por 40 % dos brasileiros », *Ibope*, 25 septembre 2020, www.ibopeinteligencia.com/noticias-e-pesquisas/governo-de-jair-bolsonaro-e-considerado-otimo-ou-bom-por-40-dos-brasileiros

²¹ Jair Bolsonaro a annoncé publiquement le 7 juillet 2020 avoir été testé positif à la Covid-19.

des partis politiques traditionnels (le *centrão*)²². La nomination du magistrat Kássio Nunes à la Cour suprême le 30 septembre s'est inscrite dans ce mouvement. Alors que Jair Bolsonaro avait annoncé quelques semaines plus tôt qu'il nommerait un juge « terriblement évangélique », il a finalement choisi une personnalité relativement modérée, suggérée par un allié du *centrão*, le sénateur Ciro Nogueira (président des Progressistes). Les gestes de ce type sont appréciés par le Congrès et cette stratégie plus consensuelle en apparence lui permet de conserver une solide base législative. Durant la première moitié du mandat, seize des vingt-quatre partis politiques représentés à la Chambre des députés ont voté à 75 % ou plus en accord avec les orientations du gouvernement²³. On retrouve parmi eux les Progressistes (93 %), le Parti libéral (PL, 92 %), le Mouvement démocratique brésilien (MDB, 90 %), le Parti travailliste brésilien (PTB, 90 %), les Démocrates (DEM, 86 %), ou encore le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB, 81 %). Le troisième élément, certainement le plus crucial pour expliquer la hausse de popularité de Jair Bolsonaro, est l'instrumentalisation politique de l'aide économique d'urgence octroyée par le gouvernement pour atténuer les effets de la crise sanitaire.

Ce facteur constitue une autre caractéristique des pratiques populistes du président. La loi 1066/2020 instaurant une aide d'urgence exceptionnelle a été initiée par le député Eduardo Barbosa (PSDB). Elle a été promulguée par le gouvernement le 1^{er} avril²⁴. Trois tranches d'environ 100 euros chacune (600 reales) ont été versées entre avril et septembre aux personnes majeures n'ayant pas un emploi formel et dont le revenu mensuel était inférieur à un demi-salaire minimum (soit 54 millions de bénéficiaires). Le 1^{er} septembre, Jair Bolsonaro a annoncé le prolongement de ce « corona-voucher » pour une quatrième et dernière tranche en 2020. Mais le montant est réduit de moitié. Alors que l'opposition tente de faire évoluer cette aide vers un revenu de base inconditionnel, projet porté depuis le début des années 1990 par l'ancien sénateur Eduardo Suplicy (PT), le gouvernement n'envisage pas de le reconduire en 2021.

Le matériel produit par le service de communication de la présidence (Secom) précise bien l'origine de cette aide :

« Attention. L'aide d'urgence de 600 reales par personne ne provient pas des mairies ni des gouvernements des Etats fédérés. L'aide d'urgence est octroyée par le gouvernement fédéral pour la population, grâce aux impôts payés par la population elle-même. »²⁵

²² Contrairement à ce que son appellation peut laisser entendre, le groupe du *centrão* rassemble des partis politiques situés sur la droite de l'échiquier politique brésilien et associés à la politique traditionnelle (péjorativement qualifiée de « vieille politique »). En 2020, il était principalement composé des partis suivants : Progressistes (40 députés au Congrès), Républicains (31), Solidarité (14), Parti travailliste brésilien (12). D'autres forces politiques s'y associent dans certaines configurations : Parti social démocratique (36), Mouvement démocratique brésilien (34), Démocrates (28), Parti républicain pour l'ordre social (10), etc.

²³ « Governismo em plenário », *Congresso em Foco-Radar do Congresso*, 19 novembre 2020, <https://radar.congressoemfoco.com.br/governismo/camara>

²⁴ « Coronavírus : Senado aprova auxílio emergencial de R\$ 600 », *Agência Senado*, 30 mars 2020, www12.senado.leg.br/noticias/materias/2020/03/30/coronavirus-senado-aprova-auxilio-emergencial-de-r-600

²⁵ Presidência da República, Secretaria Especial de Comunicação Social, publication sur le compte Instagram, 9 avril 2020, www.instagram.com/p/B-xVGBrPB_s/?utm_source=ig_embed

Il convient toutefois de préciser que le montant initialement proposé par le gouvernement n'était que de 32 euros (200 reales). C'est sous la pression du Congrès, et en particulier de l'opposition, qu'il a été revu à la hausse. Après la mise en place de cette aide, Jair Bolsonaro a multiplié ses déplacements publics dans la région du Nordeste. Cette région, qui est la plus pauvre du pays, est également celle où l'opposition avait obtenu ses meilleurs scores en 2018. Sur les neuf Etats qui la composent, sept sont administrés par des gouverneurs d'opposition. Entre janvier 2019 et mars 2020, à peine 7 % des déplacements présidentiels ont été effectués dans le Nordeste²⁶. Entre avril et août 2020, cette région est devenue la plus visitée par le président (un déplacement sur trois). Il privilégie d'ailleurs des zones plus rurales et plus pauvres aux dépens des grandes villes de la région.

Les dépenses publiques en aide d'urgence et en investissements publics décidées par le président ont contribué à élargir ses bases électorales, notamment dans les territoires les plus vulnérables où il avait obtenu ses moins bons scores à l'élection présidentielle de 2018. Mais cette stratégie politique a suscité des tensions avec le ministre de l'Economie, Paulo Guedes. Celui-ci défend un programme économique strictement néolibéral et dénonce une dérive développementiste dans le sillage des gouvernements précédents. Si leurs effets à moyen terme sont plus incertains, ces programmes ont néanmoins permis à Jair Bolsonaro de résister aux contraintes politiques internes²⁷. Paradoxalement, c'est de l'extérieur que se profile le défi le plus périlleux pour la seconde partie de son mandat, avec la réélection manquée de Donald Trump aux Etats-Unis et l'arrivée au pouvoir du démocrate Joe Biden.

²⁶ R. Barbosa, P. Motoryn et T. Mali, « Viagens de Bolsonaro disparam depois de coronavoucher e alta na aprovação », *Poder360*, 1^{er} septembre 2020, www.poder360.com.br/governo/viagens-bolsonaro-disparam-coronavoucher-alta-de-aprovacao

²⁷ Une analyse complémentaire, portant spécifiquement sur les élections locales d'octobre 2020 au Brésil, est présentée dans la troisième partie de ce volume.

Annexe

Déclarations de Jair Bolsonaro durant la crise sanitaire de 2020

9 mars	« A mon sens, le pouvoir destructeur de ce virus est surévalué. »
20 mars	« Après avoir été poignardé [durant la campagne électorale de 2018], ce n'est pas une petite grippe qui va me mettre par terre, non. »
24 mars	« Le virus est arrivé au Brésil, nous le combattons et ce sera bientôt fini. Notre vie doit continuer. Les emplois doivent être maintenus. Les familles doivent continuer à vivre. Oui, nous devons en revenir à la normalité. »
28 mars	« Certains vont mourir ? Ils vont mourir, je le regrette. C'est la vie. On ne peut pas arrêter de fabriquer des automobiles parce qu'il y a 60 000 morts par an sur les routes, pas vrai ? »
2 avril	« Avec les pasteurs et les religieux, on va faire une annonce pour demander un jour de jeûne au peuple brésilien, pour faire en sorte que le Brésil soit libre de ce mal le plus rapidement possible. »
12 avril	« Il semble que cette affaire du virus est en train de se dissiper. »
24 avril	« Dans mon cas personnel, vu mon passé d'athlète, si j'étais contaminé par le virus je n'aurais pas à m'inquiéter. Je ne sentirais rien. Au pire, ce serait comme une petite grippe, un petit rhume. »
28 avril	« Et alors ? Que voulez-vous que je fasse ? Je suis Messie [de son nom, Jair Messias Bolsonaro] mais je ne fais pas de miracles ! »
11 juin	« S'il y a un hôpital de campagne près de vous, un hôpital public, essayez de trouver un moyen d'entrer et de filmer. Beaucoup de gens le font et il faut qu'il y en ait encore plus pour montrer si les lits sont occupés ou pas. Si les dépenses sont pertinentes ou non. »
18 juin	« Le Brésil n'en peut plus du "restez chez vous" ! »
7 juillet	Après avoir été testé positif à la Covid-19 : « Je vais bien, tranquille grâce à Dieu, en paix. Merci à tous ceux qui ont prié pour moi. »
28 septembre	« Des milliers de vies auraient pu être sauvées si la HCQ [hydroxychloroquine] n'avait pas été politisée. »
10 novembre	A propos de l'interruption temporaire au Brésil des tests du vaccin Coronavac, développé par Sinovac : « Encore une victoire de Jair Bolsonaro. »
10 novembre	« Les maires qui ont fermé les villes, qui ont cassé des emplois, pourquoi ces gars sont-ils en tête des sondages [pour les élections municipales], bon Dieu ? A croire que les gens aiment ça, ils en redemandent. »
11 novembre	« Même s'il y avait une deuxième vague, il suffit de faire un traitement précoce. Parlez avec le médecin, il y a trois médicaments pour d'autres choses qui servent aussi à lutter contre la Covid. C'est au début que le problème se règle. »
26 novembre	« Je vous le dis, je ne le prendrai pas [le vaccin]. »
10 décembre	« Nous sommes en train de vivre la toute fin de la pandémie. Si on regarde les autres pays du monde, notre gouvernement est celui, ou l'un de ceux, qui se sort le mieux de la pandémie. »

Pour citer ce chapitre : Frédéric Louault, « Brésil : le gouvernement Bolsonaro tombe le masque », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2020/Les Etudes du CERI*, n° 252-253, janvier 2021 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].